

Lab.RII

UNIVERSITÉ DU LITTORAL CÔTE D'OPALE
Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation

CAHIERS DU LAB.RII
– DOCUMENTS DE TRAVAIL –

N°175

Février 2008



**OMBRES ET LUMIERES
SUR L'ECONOMIE DU
MAROC
TRAJECTOIRE ET
PERSPECTIVES**

Hassan ZAOUAL

**OMBRES ET LUMIERES SUR L'ECONOMIE DU MAROC
TRAJECTOIRE ET PERSPECTIVES**

**SHADES AND LIGHTS ON THE ECONOMY OF MOROCCO
TRAJECTORY AND PROSPECTS**

Hassan ZAOUAL

Résumé – Le Maroc est un pays qui a le privilège d'être situé géographiquement au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et du Monde arabe. Aujourd'hui, l'économie et la société marocaines sont en pleine mutation. Dans ce processus de transformation, il y a des acquis mais aussi des problèmes importants. Comment alors analyser et présenter l'économie de ce pays pour mieux anticiper son futur ? Comment le Maroc pourra concilier la croissance avec le développement et, encore plus, avec le développement durable ?

Abstract – Morocco is a country which has the privilege of being located geographically at the crossroads of Europe, Africa and the Arab World. Today, the Moroccan economy and its companies are in full change. In this process of transformation, there are important advantages but also many problems. How then to analyze and present the economy of this country to anticipate its future better? How Morocco will be able to reconcile growth with development and, even more, with sustainable development?

**OMBRES ET LUMIERES SUR L'ECONOMIE DU MAROC.
TRAJECTOIRE ET PERSPECTIVES**

**SHADES AND LIGHTS ON THE ECONOMY OF MOROCCO
TRAJECTORY AND PROSPECTS**

Hassan ZAOUAL

« Pour développer l'Angleterre, il a fallu coloniser la moitié de la planète, que faut-il pour développer l'Inde ? » Mahtma GANDHI... Et la Chine ... !

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	4
1. LA TRAJECTOIRE DE L'ECONOMIE MAROCAINE	4
2. LES TROUS NOIRS DE L'ECONOMIE MAROCAINE	9
QUE CONCLURE ?	13

INTRODUCTION

Cette synthèse sur l'économie marocaine repose sur un ensemble de travaux effectué au sein du Groupe de Recherche sur les Economies Locales, GREL, Laboratoire de recherche sur l'Industrie et l'Innovation de l'Université du Littoral Côte d'Opale en France. Ces études ont fait l'objet de publications internationales et de thèses de doctorat présentées par une quinzaine de jeunes marocains, aujourd'hui, Professeur-assistants et chercheurs au Maroc. Elle tire aussi sa substance de rapports officiels nationaux et internationaux portant sur l'économie, la société et l'environnement au Maroc.

Le Maroc est un pays qui a le privilège d'être situé géographiquement au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et du Monde arabe¹. Cette spécificité se manifeste au plan, à la fois, de sa culture nationale et de ses dotations environnementales qu'il faudrait protéger. Sa diversité culturelle ainsi que sa biodiversité font de lui un pays laboratoire pour tout projet international cherchant à revaloriser la civilisation méditerranéenne. Il est donc incontournable dans les tentatives actuelles et futures de promouvoir de nouveaux modes de développement réconciliant l'économie et l'écologie tout en veillant à la cohésion sociale et à la stabilité en Méditerranée. C'est avec cet esprit que cette note est rédigée. Elle se veut diagnostique et futurologique. Aujourd'hui, l'économie comme la société est en pleine mutation au Maroc. Dans ce processus de transformation, il y a des acquis mais aussi des « trous noirs ». Comment alors y voir clair pour mieux anticiper le futur de ce pays qui a adopté, sans hésiter, les conventions internationales allant dans le sens des impératifs du développement durable ?

1. LA TRAJECTOIRE DE L'ECONOMIE MAROCAINE

L'histoire économique contemporaine du Maroc indépendant peut être subdivisée en deux grandes périodes. La première phase est celle d'un « *développement protégé* » que les économistes auraient tendance à qualifier de modèle de l'import substitution et la seconde période est celle qui débute avec les années 80 marquées par un revirement de sa politique macroéconomique en faveur d'une grande ouverture économique. L'expérience de l'industrialisation par substitution déclenchée dans les années 60 et renforcée dans les années 70 avait épuisé ses effets. En devenant contre productive, cette politique de développement n'a pas su transformer les opportunités qu'offrait, du moins selon la théorie de l'économiste allemand Friedrich List, le protectionnisme en avantages structurels. La protection a alimenté des situations de rente particulièrement dans le secteur secondaire même si certaines industries comme celles du textile ont assuré durant la décennie 70 un rôle dynamisant au plan des exportations. Cet avantage comparatif s'est vite réduit suite au coup de boutoir de la concurrence asiatique dès la décennie 90. Dans ce contexte, Joseph Schumpeter, théoricien de l'entrepreneur et, un moment de sa vie, Ministre des Finances d'Autriche, dirait la bourgeoisie a accumulé des richesses à l'ombre de l'Etat sans innover pour s'adapter aux lois de la concurrence.

Par conséquent, le surendettement de l'économie du Maroc a conduit, dès le début des années 80, à un diagnostic mettant en relief les déséquilibres macroéconomiques : déficit budgétaire croissant, creusement du déficit extérieur et un taux d'inflation fortement alimenté par une demande globale sans contre partie au plan d'une production diversifiée et innovante capable de tenir tête à la concurrence internationale. Avec la chute du prix des phosphates (la

¹ Hassan ZAOUAL, « Le Maghreb, carrefour entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe. Vers un monde pluriel ». *Foi et développement*, n° 317, pp. 1-4, octobre 2003, Centre L. J. Lebreton, Paris.

malédiction des ressources), l'économie marocaine plonge dans le rouge dès la fin de la décennie 80. Dit autrement, durant les décennies 60-70, l'économie marocaine avait tendance à épouser les contours d'une économie de rente (financement par les ressources naturelles notamment les phosphates) que seuls les transferts des émigrés stabilisaient quelque peu. Et, ce n'est pas un hasard que l'économie dite informelle a pris aussi le relais dans la nécessaire régulation économique et sociale que demande la situation réelle du pays². Cette fragilité se retrouvait reflétée par les trop fortes oscillations de son taux de croissance durant les années 80. Celui-ci, bien que statistiquement la part du secteur agricole ait tendance à régresser dans la structure du PIB du pays, reste fortement corrélé à la pluviométrie du pays. C'est un *paradoxe statistique* permanent de l'économie marocaine. Les sécheresses cycliques que connaît le Maroc, dont la relation avec le changement climatique est plus que probable³, marquent fortement le comportement chaotique de la croissance de l'économie de ce pays. Le dicton populaire sur l'économie marocaine « *Prévoir, c'est pleuvoir* » reste, donc, d'actualité et se renforce avec la dégradation des écosystèmes du pays et le réchauffement de la planète.

Les effets des programmes d'ajustement entrés en application depuis le début des années 80 sont ambivalents. D'un côté, ils ont contribué à rationaliser la politique économique en diminuant de façon significative la croissance du déficit budgétaire et en relancer les capacités entrepreneuriales du pays. De l'autre côté, ces réformes d'inspiration libérale mises en œuvre n'arrivent pas à bout d'un certain nombre de problèmes sociaux (inégalités sociales, emploi, habitat, environnement). Les seconds entachent les résultats positifs de la Réforme. Détaillons alors notre diagnostic.

A la lueur du chemin parcouru par l'économie marocaine depuis le déclenchement de la réforme économique, il est indéniable que ses structures ont évolué en direction d'une économie présentant les signes extérieurs d'une relative opulence.⁴ La concurrence produit ainsi ses effets sur la quantité et sur la qualité des marchandises disponibles sur le marché national. L'offre de biens et services s'en trouve diversifiée de manière significative. D'ailleurs, concrètement, la grande distribution a fait son entrée dès le milieu des années 90. Son développement actuel est un des traits caractéristiques de l'économie des services de ce pays. De même, la « *nouvelle politique touristique* » amplifie cette métamorphose de l'économie marocaine en phase avec une demande internationale accrue dans ce secteur que les transports aériens facilitent et les grands opérateurs stimulent⁵. Là est un des secteurs d'avenir d'une économie qui saurait se développer sans abimer la biodiversité et sans lamener la diversité culturelle du pays. En d'autres termes, le nouveau tourisme marocain devrait

² Cf. Hassan ZAOUAL, *Les économies voilées du Maghreb*, L'Harmattan, 2006.

³ Voir Groupe d'Etude et de Recherche sur les Energies Renouvelables et l'Environnement, GERERE, Ministère de l'aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'environnement, *Communication Nationale Initiale à la convention Cadre des Nations unies sur le Changement climatique*, octobre 2001. Rabat.

⁴ Selon les statistiques officielles, l'amélioration de la croissance et de l'emploi s'est traduite par une augmentation du niveau de vie moyen des citoyens marocains. En effet, le PIB par habitant passe de 15800 dirhams en 2001 à 20400 dirhams en 2006. Du même coup, l'Indice de Développement Humain progresse de 1,4% et, par conséquent, la pauvreté s'en trouve réduite à 14,2% en 2004, selon le dernier recensement de la population effectué par le Haut Commissariat au Plan.

⁵ Concernant le Maroc, le nombre de touristes en 2001 et 2006 est respectivement de 4,6 millions et de à près de 6,6 millions, soit une augmentation annuelle moyenne de 7% contre 3,2% au niveau mondial. Le volume des recettes étant de 52,5 milliards de dirhams en 2006, soit une hausse de 16,1%. Il est à noter que le secteur du tourisme est devenu le premier pourvoyeur de devises, devançant ainsi les recettes générées par les Marocains Résidant à l'Etranger (MRE). En dépit des incertitudes géopolitiques en Méditerranée et de la conjoncture économique en Europe, la croissance touristique présente un rythme soutenu depuis 2004.

capitaliser et dépasser les erreurs du tourisme de masse⁶. C'est la pédagogie de l'erreur féconde diront les Anglo-Saxons. Cette recommandation dévoile un lien étroit pertinent entre les préoccupations environnementales et un développement économique réfléchi⁷.

De même, un secteur comme celui des télécommunications (téléphonie, internet) a connu une croissance rapide sans précédent avec la libéralisation économique. Le passage d'une économie fortement administrée à une économie de l'initiative privée a été l'une des clefs de cette réussite. Dans ce secteur particulier, Maroc Télécom a su gérer la transition d'une culture administrative à une culture managériale⁸. Outre l'expansion des grands opérateurs comme Maroc Télécom, le développement de ce secteur a été générateur et le demeure de micro activités propices aux petits entrepreneurs (téléboutiques, bureautique etc.). Dans le contexte de toute l'Afrique, le Maroc est un des pays les plus avancés avec l'Afrique du sud dans ce domaine (taux d'équipement en téléphonie, abonnement internet etc.).

Concernant toujours le secteur des télécommunications, il est à noter que Maroc Télécom intervient, aujourd'hui, dans le capital de plusieurs entreprises africaines d'ampleur nationale : 50% dans le capital de Mauritel, 51% du capital d'Onatel, opérateur historique du Burkina Faso, 51% du capital de Gabon Telecom. Cet élargissement du portefeuille de l'opérateur national corrobore le positionnement du Maroc en tant leader africain en ce domaine, devenu vital dans les mutations de l'économie contemporaine mondialisée. Cette mutation sectorielle met en ligne l'économie du Maroc sur la piste de l'économie immatérielle. L'une de des retombées de la croissance de la diffusion des Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTIC) est aussi le développement des Call Center avec leurs effets induits sur l'emploi urbain des jeunes diplômés (informatique, marketing, langues). De par leurs stratégies de délocalisation/externalisation, les entreprises locales et surtout étrangères originaires d'Europe optent pour ce type de services aux entreprises dans lesquels le Maroc d'aujourd'hui a des avantages comparatifs incontestables mais à amplifier. Ces exemples sectoriels illustrent les changements économiques en cours, suite à la politique de libéralisation suivie par le gouvernement du Maroc.

A l'évidence, une lecture macroéconomique de la situation laisse entrevoir une amélioration des indicateurs statistiques de la nation. Dans ce long périple de l'économie marocaine, l'année 2006, année de bonne pluviométrie, illustre cette performance. Selon les chiffres de la direction du trésor et des finances extérieures du Ministère des Finances et de la privatisation⁹, le taux de croissance économique réalisé, selon le nouveau mode de calcul introduit par le Haut commissariat au Plan, s'élève à 8,1%. Ce qui le rapproche à celui que réalisent, de façon quasi permanente, les économies asiatiques les plus dynamiques. Une analyse plus fine de cette conjoncture économique montre que ce taux de croissance est accompagné par une bonne tenue des autres indicateurs macroéconomiques. Ainsi, la croissance de l'économie

⁶ Séloua GOURIJA, *Tourisme et développement durable : quelles conjugaisons ? Expérience marocaine*, GREL, Thèse de doctorat, Université du Littoral Côte d'Opale, 2006 ; voir aussi Delphine ROUSSEL, *Tourisme et développement local. Expérience de la Réunion*, Thèse de doctorat GREL, Université du Littoral Côte d'Opale, 2006.

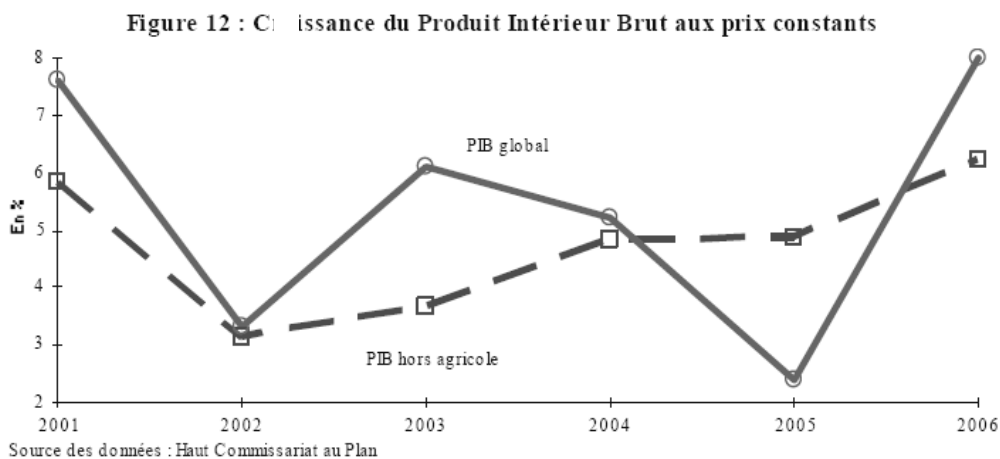
⁷ Hassan ZAOUAL, « Du tourisme de masse au tourisme situé. Quelles transitions ? », *Revue Organisations et marché*, n°3, 2007, pp.155-182, Paris.

⁸ Voir Lalla Hind EL IDRISSE, *L'entreprise innovante au Maroc. Le cas de Maroc Télécom*, Thèse de doctorat GREL, Université du Littoral Côte d'Opale, 2005 ;

⁹ Ministère des Finances et de la privatisation, Direction du trésor et des finances extérieures *Rapport sur l'évolution de l'économie marocaine*, année 2006

marocaine est impulsée, en 2006, par un niveau d'investissement atteignant 29,4 % du PIB¹⁰. L'épargne réalisée cette même année s'approche des 33% du PIB. Le déficit budgétaire se réduit à 1,7% du PIB. La dette du trésor 57% du PIB. Compte tenu de la prise en charge du renchérissement du prix du pétrole par l'Etat, le taux d'inflation, selon les études du Ministère des Finances et de la privatisation, s'élève à 3,3%. Et, les réserves de change passent de 24 MM de DH en 2005 à 190 MM en 2006. Ces performances traduisent une relative maîtrise de la politique économique menée. De même en 2007, l'économie marocaine a su tirer des impulsions d'un contexte mondial qui lui est favorable. Les multiples accords de libre échange signés par le Maroc avec ses principaux partenaires (Europe, USA) produisent ainsi leurs effets dynamisant. Soient 90% des échanges extérieurs du pays se font, aujourd'hui, dans le cadre du libre échange. Cependant, le poids de l'Europe reste prépondérant dans les échanges internationaux de l'économie marocaine. Cette intégration économique se voit renforcée dans le cadre de la politique de voisinage de l'Union européenne (plan action Maroc-Union européenne).

En dépit des contraintes climatiques et énergétiques (renchérissement du prix du pétrole sans précédent, atteignant des pics de 100 dollars US, les indicateurs macroéconomiques de l'année 2007 s'inscrivent dans une tendance toujours positive dans les critères d'une interprétation purement économique. Ainsi, globalement, comme l'indique la figure suivante retraçant la croissance du PIB en prix constant, derrière ses oscillations, le PIB hors agricole connaît une croissance régulière traduisant une autonomie progressive par rapport aux incertitudes climatiques qui affectent l'activité agricole. Cette consolidation de l'économie nationale sur des secteurs comme celui des services (tourisme, télécommunication ; transports etc.), du BTP et de l'industrie témoigne d'un changement de palier dans la croissance de la nation.

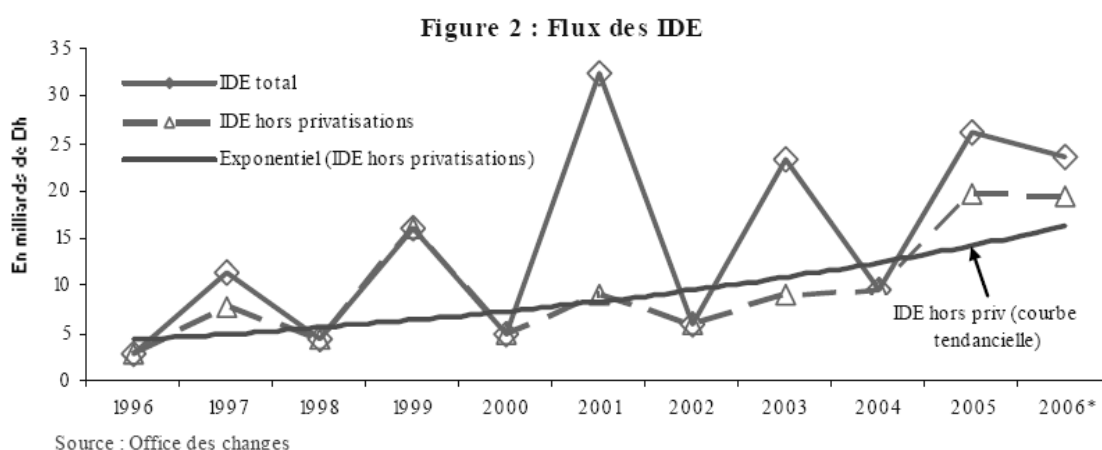


Actuellement, le Maroc jouit d'une bonne image auprès de plusieurs agences et institutions publiques internationales en raison des efforts réalisés en matière de gouvernance, de libertés publiques et d'assainissement macroéconomique. Pour ne citer que la Banque Mondiale et la société Financière Internationale, elles lui ont accordé, en 2006, au Maroc le premier rang dans la zone MENA. Cette confiance facilite son ascension dans le baromètre des réformes économiques, politiques et sociales menées un peu partout dans le monde. Il cherche sa voie

¹⁰ La dynamique de l'investissement : Au cours des dernières années, l'investissement a fait preuve d'un dynamisme continu. La croissance de la FBCF a été de 9,3% entre 2002-2006 contre 5,6% entre 1999 et 2001. Si le taux d'investissement brut est de 25,9% du PIB en 2002, il est de 31,6% du PIB en 2006. Ce qui élargit et développe les capacités de production du pays (Ministère de l'économie et des finances, Rapport économique et financier. Projet de loi des finances pour l'année budgétaire 2008, p. 33).

dans l'ouverture et le respect de ses spécificités. Ainsi son attractivité économique s'en trouve renforcée au plan des IDE et de la confiance dont il jouit, actuellement, auprès de la communauté internationale et des institutions financières¹¹.

Comme l'indique, le Ministère de l'Economie et des Finances dans le cadre de son projet de loi des Finances pour l'année 2008, cette attractivité de l'économie marocaine se renforce en s'autonomisant par rapport aux recettes externes liées aux privatisations. Précisément, si les flux d'IDE, hors recettes de privatisation, ont augmenté en moyenne de 6,4 milliards entre 1995-2000, sur la période entre 2001-2006, cet accroissement s'élève à 12,1 milliards de dirhams. La figure ci-dessous traduit effectivement l'auto dynamisme de l'attractivité Hors privatisation de l'économie marocaine depuis quelques années.



Durant ces dernières années, les secteurs qui ont attiré le plus les IDE sont : les télécommunications en lien avec la privatisation de Maroc télécom, l'industrie, l'immobilier en lien, entre autres, avec le tourisme. Les investissements directs exigent, en dernière instance, de nombreuses conditions (infrastructure, facilités fiscales, flexibilité du marché du travail, compétences, cadre institutionnel). Parmi ces facteurs d'attractivité, les dimensions institutionnelles prennent de plus en plus d'importance. Ce sont elles qui rassurent les investisseurs et réduisent ainsi les zones d'incertitudes dans leurs décisions d'investir. La croissance a besoin de la confiance et d'une « bonne gouvernance ».

En somme, dans la pratique, les performances de l'économie marocaine corroborent la nécessité d'associer à la réforme économique, des réformes institutionnelles, lien largement débattu, aujourd'hui, dans la littérature économique. Point de développement sans traditions et institutions efficaces assurant la coordination entre les agents économiques et réduisant, de fait, les incertitudes qui paralysent les transactions économiques¹². Sur la base de principe

¹¹ Dans son rapport économique et financier (Projet de loi des finances pour l'année budgétaire 2008, p. 20), le Ministère de l'économie et des finances fait remarquer que : « Les investissements directs étrangers (IDE) au Maroc ont connu un essor important au cours des dernières années, passant de 2,9 milliards de dirhams en 1996 à 5 milliards en 2000 pour quintupler à 25,5 milliards en 2006. Sur les neuf premiers mois de 2007, les flux d'IDE ont dépassé les 20,7 milliards de dirhams. Leur part dans la FBCF et dans le PIB s'est améliorée, en conséquence, progressant de 5,9% en 2000 à 15,5% en 2006 pour la FBCF et de 1,4% à 4,4% pour le PIB. Cette bonne performance a permis au Maroc d'améliorer son positionnement au niveau régional en matière d'attrait des IDE. Il est ainsi, depuis 2000, l'un des trois premiers pays de l'Afrique les plus attractifs d'IDE (1er en 2003) et reçoit 9% en moyenne des IDE à destination de la région MENA. »

¹² M'Hammed ECHKOUNDI *Gouvernance et dynamique des territoires. Expériences marocaines*. GREL, Thèse de doctorat Université d'Artois, 2008.

théorique, l'accompagnement dans la pratique doit se faire en fonction du tempérament et des mœurs du pays. Il n'y a pas de modèle unique de gouvernance¹³. C'est dans cette direction tenant compte de la culture nationale et de sa diversité endogène qu'il faudrait aller et au plus près des acteurs locaux. Cet horizon est bien présent dans l'Initiative Nationale de Développement Humain dont la priorité est de venir en soutien aux capacités intrinsèques des acteurs et des territoires. Sur cette échelle, une « *combinaison géniale* » entre les impératifs du développement humain et les modes d'action propres au développement local des régions et des localités complèterait efficacement, par le bas, les résultats de la politique macroéconomique du pays. De ce point de vue, les acteurs de la société civile, dans toute leur diversité, sont incontournables. Les nouveaux modes de gouvernance impliquent, d'ailleurs, souvent, une pluralité d'acteurs (Etat, collectivités locales, associations, ONG, communautés de base) dont la coordination est le premier obstacle à lever¹⁴. Ces aspects restituent toute l'importance des dimensions non économiques dans le dynamisme économique d'un territoire quelconque¹⁵.

2. LES TROUS NOIRS DE L'ECONOMIE MAROCAINE

En dépit de ses performances, la politique économique adoptée par le Maroc s'accompagne aussi d'anomalies économiques et sociales. Ainsi, si le redressement opéré a contribué à réduire globalement le déficit public, il n'en demeure pas moins que cette rationalisation a touché des secteurs vitaux de la nation comme la santé publique, l'éducation nationale etc. Pourtant toutes les études de portée internationale démontrent, aujourd'hui, que les pays qui réussissent leur insertion dans la mondialisation, sont ceux qui investissent le plus dans les systèmes sanitaires et éducatifs. Une population en bonne santé et bien éduquée est le premier avantage à faire valoir pour attirer les capitaux étrangers et se positionner dans les secteurs d'activités à forte valeur ajoutée.

Le désengagement relatif de l'Etat de ces secteurs clefs pour le développement humain a des conséquences négatives dans la poursuite de l'accumulation des savoirs si nécessaire à la flexibilité innovante de l'économie marocaine¹⁶. Certes, ce retrait relatif des pouvoirs publics a permis au secteur privé d'émerger dans les domaines de la santé et de l'éducation mais l'accès à leurs services, de meilleure qualité, est fortement inégal. La grande majorité de la population s'en trouve exclue compte tenu de son pouvoir d'achat. Ce qui donne lieu à une santé publique et à une éducation nationale à deux vitesses. C'est ainsi que les inégalités au plan éducatif alimentent à terme le chômage de masse des jeunes des quartiers populaires. Ici, la démographie urbaine rend cumulative cette anomalie qui est, d'ailleurs, à l'origine des flux migratoires non concertés entre le Maroc et la rive nord de la Méditerranée, principalement en ce moment en direction de l'Espagne et de l'Italie¹⁷.

¹³ Hassan ZAOUAL, La gouvernance située au Maroc : un essai d'application, (pp.15-27) Croyances et gouvernance. Vers une théorie de la gouvernance située, (pp. 29-43), in Gouvernance locale au Maghreb, *Revue Marocaine d'Administration Locale et de Développement* : REMALD, n°46, 2004.

¹⁴ Taoufik DAGHRI, Collectivités territoriales et développement local : l'expérience marocaine, Thèse de doctorat, GREL, Université des Sciences et Technologies de Lille, 2000.

¹⁵ Hassan ZAOUAL, *Management situé et développement local*, Rabat, Maroc, Collection Horizon Pluriel, 2006, 213 pages.

¹⁶ Tarik KASBAOUI, *Du rôle des investissements immatériels dans le développement économique : l'expérience du Maroc*. GREL, Thèse de doctorat, Faculté d'économie appliquée d'Aix Marseille en partenariat avec l'Université du Littoral Côte d'Opale, 2004.

¹⁷ Hassan ZAOUAL, « Migrations africaines et mondialisation. Les damnés de la terre à l'assaut de la forteresse européenne », *Foi et développement*, n°338, novembre 2005. Centre Lebreton, Paris.

Ces disparités sociales se retrouvent reproduites également au plan de l'espace urbain entre les quartiers résidentiels et les quartiers périphériques dont la croissance désordonnée pose avec acuité des problèmes d'environnement¹⁸ (habitat insalubre, déchets, dégradation de la qualité de vie, insécurité, pauvreté etc.). L'enchevêtrement entre les dimensions économique, sociale et environnementale est aussi incontestable en ville qu'à la campagne en raison du recul des forêts marocaines, suite à leur exploitation non rationnelle par des populations victimes de la pauvreté rurale. Il s'ensuit une dégradation de certaines activités d'économie de subsistance et un appauvrissement de la faune et de la flore du pays.

La problématique de l'emploi et de la pauvreté au Maroc condense, à elles seules, le paroxysme des paradoxes de la politique économique inspirée par les institutions internationales comme le FMI et la Banque mondiale. L'expérience de près de 25 ans d'une politique dont les fondements sont à rechercher dans la théorie de l'économie de l'offre (recul de l'Etat, réduction des prélèvements obligatoires en faveur des entreprises, déréglementation, privatisation, flexibilité etc.) n'a pas entraîné tous les effets escomptés. Elle montre, en grande nature, que de grandes insuffisances demeurent quant à la capacité du secteur privé à réaliser une croissance économique socialement équilibrée (résorption significative du chômage, réduction des disparités sociales et territoriales).

L'évolution du taux de chômage au Maroc déclaré officiellement traduit bien cette contre-performance. La tendance de ce taux ne connaît aucune variation significative à la baisse. De plus, il s'agit ici aussi de prendre conscience des incertitudes de cet indicateur statistique comme, d'ailleurs, celles des autres comme le PIB, investissements, performance etc. En ce moment, dans les vieux pays industriels dont les statistiques sont supposées plus fiables, la science économique se heurte à une véritable crise de l'ensemble de ses indicateurs compte tenu des mutations en cours et des problèmes que pose la dégradation de l'environnement écologique et social¹⁹.

La crise du paradigme du progrès se propage, en effet, non seulement à ses institutions politiques et économiques mais aussi à ses outils. Les statistiques ne reflètent que très imparfaitement la vie au quotidien dans les pays globalement riches. Ainsi, la pauvreté²⁰ comme la richesse tendent à échapper à nos instruments de mesure²¹. Acceptons les données officielles marocaines et examinons-les. Selon les données officielles, le taux de chômage tend à baisser et s'élève à 9,7% en 2006 (15,5% en milieu urbain et à 3,7% en milieu rural). Cette amélioration (12,5% en 2001) profite essentiellement aux jeunes citoyens de 25 à 34 ans (21,2% soit 5 points de moins qu'en 2002), aux diplômés (20,8% en retrait de 4,8 points) et aux femmes (20,9% soit 3,3 points de moins). Toutefois, reconnaît le Ministère des Finances, le chômage demeure préoccupant²². En effet, le chômage avec la pauvreté constituent des « trous noirs » dans le tableau de bord de l'économie nationale. Ils secrètent d'autres maux

¹⁸ Mustapha BRAKEZ, *La gestion des déchets urbains au Maroc. Une approche par le développement territorial durable*, GREL, Thèse de doctorat, Université du Littoral Côte d'Opale, 2007.

¹⁹ Hassan ZAOUAL, « *Le progrès n'est plus ce qu'il était* » (20 pages) et « *Ombres et lumières sur la richesse et la misère des nations* » (11 pages). Les Rencontres de Fès Une âme pour la mondialisation, session juin 2006 HARMONIES, Sixième édition, Festival des Musiques Sacrées, 2006.

²⁰ Abdelhamid NECHAD, *Analyse critique des indicateurs et théories de la pauvreté. Appui à l'expérience marocaine*, GREL, Thèse de doctorat, Université du Littoral Côte d'Opale, 2004.

²¹ « Le bonheur expliqué par les économistes », *Problèmes économiques*, mercredi 2 janvier 2008 n° 2938, La Documentation française.

²² Ministère de l'économie et des finances, *Rapport économique et financier. Projet de loi des finances pour l'année budgétaire 2008*, p. 35.

encore plus menaçants non seulement pour la société mais aussi pour l'économie en raison de la sensibilité des investisseurs étrangers vis-à-vis des incertitudes politiques.

A l'évidence, compte tenu de l'intensité de l'envie d'aller en Europe voire ailleurs existante chez beaucoup de jeunes, le constat officiel sur la baisse du chômage doit être fortement relativisé. Tant que les flux migratoires de clandestins ou pas s'intensifient entre les deux rives de la Méditerranée, il serait logique de soutenir l'idée, selon laquelle, la situation du marché de l'emploi ne s'améliore pas ni en quantité d'emplois offerts ni dans leur qualité intrinsèque (conditions salariales : salaires et carrières). Le véritable indicateur serait, en réalité, le taux d'envie d'aller faire sa vie ailleurs (nombre de partants potentiels ramené à la population active que l'on pourrait calculer, par la suite, de manière catégorielle).

L'indicateur qualitatif, ici discuté, reflèterait non seulement des mobiles économiques mais aussi un certain malaise à rapprocher de la notion d'*anomie* au sens d'Emile Durkheim. Ainsi, une économie non enracinée socialement et culturellement détruit les valeurs et les repères collectifs d'une société (patriotisme, civisme, respect, incitations etc.). Sans aucun doute, une « *thérapie collective libératrice* » est nécessaire dans la mesure où les acteurs d'une société ont toujours besoin d'une utopie concrète, d'un sens, bref, d'un projet de société mobilisant leurs patrimoines et leur créativité. Dans ce contexte, la justice et l'éducation, comme l'indiquait dans l'un de ses derniers discours S.M. Le Roi Mohammed VI, constituent les véritables chantiers de l'avenir de la société marocaine. Plus concrètement, la pauvreté et l'exclusion sociale sont, de l'avis même des institutions internationales acquises au libéralisme comme la Banque mondiale et le FMI, de véritables repoussoirs des flux des IDE. Ainsi, ce n'est pas un hasard que l'Initiative Nationale pour un Développement Humain (INDH) lancée par S.M. Le Roi Mohammed VI soit la priorité des priorités. Ici, la technique de l'économiste rejoint l'éthique du philosophe²³. Derrière le marché, se profile l'épineuse question du lien social²⁴ comme le démontrent, actuellement, les socio économistes qui tentent de donner des réponses aux énigmes qui demeurent insolubles en restant dans le spectre des économistes naturellement acquis au tout marché²⁵.

Ce projet d'ampleur nationale vient à point nommé comme complément à la politique de l'habitat économique mis en place pour résorber les bidonvilles, autres « trous noirs », qui ceignent les principales villes du Royaume (Casablanca, Rabat-Salé, Tanger, Agadir etc.). L'INDH, contrairement, à la vision qui prévaut au Ministère des Finances du Maroc, repose sur un paradigme, une vision élargie de la condition humaine. En ce sens, sa théorie de référence serait une sociologie économique de proximité avec les acteurs²⁶. Incontestablement, nous quittons la sphère de la macroéconomie dont l'optique court le risque épistémique (myopie de la macroéconomie) d'être bien loin des faits et des pratiques des territoires et des acteurs en situation réelle.

Dans la pratique, l'INDH rejoint les nouveaux modes de gouvernance qui associent l'interactivité des acteurs ainsi que leur implication dans ce qui advient dans les dynamiques

²³ Liu FENGXIANG, *L'économie du yin et du yan. De l'uniformité à la diversité*, GREL, Thèse de doctorat, Université du Littoral Côte d'Opale, 2004.

²⁴ Erick ROUSSEL, *Marché et lien social : une approche par l'économie solidaire et plurielle. L'expérience du Nord-Pas de Calais*, GREL, Thèse de doctorat, Université du Littoral Côte d'Opale, 2006.

²⁵ Voir « La sociologie économique », *Sciences humaines* n°190, février 2008

²⁶ Pour la mise en évidence de la pertinence de l'échelle locale dans le traitement des défis non résolus par les sciences sociales, encore cloisonnées par la vieille épistémologie héritée du réductionnisme classique, se reporter à Hassan ZAOUAL, *La socioéconomie de la proximité. Du global au local*. L'Harmattan, 2005.

indéterminées de terrain²⁷. Il s'agit bien de pratiques de coproduction du réel. De tels modes opératoires sont devenus nécessaires non seulement pour combler les « *trous noirs* » de la misère, de la pauvreté, de la marginalisation sociale etc. mais aussi pour répondre sur les terrains aux défis économiques et environnementaux. L'INDH, dans la pratique, n'est ni plus ni moins qu'un appui à l'auto organisation des acteurs (mobilisation collective, coordination, auto définition des besoins, activités génératrices de revenus etc.). Ces régulations au plus près des acteurs traduisent aussi l'idée que l'on ne peut pas faire de la politique économique sans politique. En d'autres termes, le raisonnement économique auto référentiel a besoin de s'ouvrir sur les autres dimensions de la société. Le marché a besoin lui-même de ce que la science normale en économie exclut de son raisonnement : les valeurs et les institutions. L'homme est irréductible à un *homo œconomicus*, une sorte d'animal à produire et à consommer. C'est un *homo situs* qui ne fonctionne pas sur la base de l'autonomie de l'économie ou dit autrement sur des mobiles exclusivement utilitaristes²⁸. Il fait preuve d'une rationalité située, de nature composite²⁹.

D'ailleurs, c'est dans les galaxies de l'informel que l'on rencontre ce type d'hommes, encore enracinés dans des territoires et des communautés dont les valeurs, les règles et les conventions implicites servent de lubrifiants aux dynamiques des « *économies voilées* », celles dont les performances économiques et sociales (emplois, revenus, apprentissage, micro activités) ne sont pas enregistrées par l'appareil statistique officiel. Dans ces univers, la solidarité³⁰ pallie aux contraintes de la vie et aux inconvénients de la loi de la concurrence. Du même coup, la solidarité³¹ devient un levier de valorisation des connaissances tacites aux sites locaux. Et, ici les productions de l'expérience, de l'esprit, de l'artisanat etc. sont aussi voire par excellence des ressources territoriales insoupçonnées (actifs spécifiques diront les économistes les plus ouverts à la réalité intime des choses).

Ainsi, l'informel, ici, corrige les erreurs du formel et comble les « *trous noirs* » des politiques économiques qui cherchent à décréter, par le haut, le capitalisme. Dans ces conditions, le savoir économique et sociologique voire anthropologique³² devrait capitaliser les enseignements de ces pratiques locales dissidentes³³ pour en faire des théories, des modèles et des outils à transmettre aux nouvelles générations. C'est dans cette hybridation avec des savoirs venus d'ailleurs que résident les racines de l'avenir dans lequel l'harmonie remplacera l'anomie. La mondialisation a besoin d'être habitée par des hommes concrets pensant et attachés à leurs territoires dans l'ouverture.

²⁷ Delphine CABARET, *Le management situé de la reprise d'entreprises. L'expérience des PME du Nord Pas de Calais*, GREL, Thèse de doctorat, Université du Littoral Côte d'Opale, 2007.

²⁸ Hassan ZAOUAL, « Homo œconomicus ou Homo situs ? Un choix de civilisation. », *Finance & the Common Good / Bien commun*, Genève, Observatoire de la Finance, n°22, Juillet-août 2005, pp. 63-72. Disponible sur: www.obsfin.ch

²⁹ Naaima BOUTARKHA, *Le concept de rationalité à l'épreuve des dynamiques territoriales. Expériences marocaines*, GREL, Thèse de doctorat, Université du Littoral Côte d'Opale, 15 février 2008.

³⁰ Taoufik Daghrî et Hassan Zaoual (sous la dir.), *Economie solidaire et développement local. Vers une démocratie de proximité* Horizon Pluriel/L'Harmattan, avril 2007, 220 pages.

³¹ Hassan ZAOUAL « Les économies dissidentes », Institut de l'Economie sociale, Maison des sciences de l'Homme, Paris, *Revue Internationale de l'Economie Sociale*, R.E.C.M.A., n° 284, mai 2002, pp. 76-92.

³² Mustapha MACHRAFI, *Socioéconomie de l'entreprise et coordination située (cas empiriques marocains)*, GREL, Thèse de Doctorat, université d'Artois, 2005.

³³ Hassan ZAOUAL, « Les économies dissidentes », Institut de l'Economie sociale, Maison des sciences de l'Homme, Paris, *Revue Internationale de l'Economie Sociale*, R.E.C.M.A., n° 284, mai 2002, pp. 76-92.

QUE CONCLURE ?

Au terme de cette synthèse et comme l'indique aussi le rapport sur le développement humain portant sur 50 ans d'histoire économique du Maroc, le bilan de l'expérience de développement de ce pays reste ambivalent. En dépit des efforts faits dans divers domaines économiques et sociaux, de nombreux handicaps se dressent sur le chemin d'un développement harmonieux. Les anomalies sociales et environnementales s'accumulent et s'associent à certaines incomplétudes de la réforme économique. Ainsi, la conception qui commande la politique économique gouvernementale s'apprête à un débat qui saurait isoler sa portée de ses limites. L'une des grandes insuffisances de cette conception, c'est qu'elle ne tient pas compte des réalités locales dont le décryptage présupposerait une inscription dans les paradigmes en émergence.

Ces paradigmes associent intimement les acteurs au développement de leurs propres territoires. Sur cette échelle, la diversité ainsi que la complexité demanderaient une pédagogie d'accompagnement dont les signes avant coureurs sans bien présents dans la démarche adoptée dans le cadre de l'INDH. Cette approximation exige un respect des sites et des réseaux d'appartenance des acteurs. C'est en se rattachant à ces matrices sociales que les acteurs deviennent aptes à produire de la solidarité dont a besoin le développement local. Dans ce processus, les relations à la nature au même titre que les relations sociales et les transactions économiques ne pourront évoluer dans la direction du « *développement durable* » que dans le cadre d'une gouvernance flexible et adaptative. Le changement ne se clone pas, il se construit localement. Et, la société du savoir est la première invitée dans cette alchimie du social.